LA LOI DU 26 AVRIL 2010 PORTANT DES DISPOSITIONS DIVERSES EN MATIERE DE L'ORGANISATION DE L'ASSURANCE MALADIE COMPLEMENTAIRE

SEANCE ACADEMIQUE DU 27 MARS 2014

PAR | **LAURETTE ONKELINX**

Vice-Première ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, en fonction lors de la séance académique du 27 mars 2014

Mesdames, Messieurs¹,

Je tiens tout d'abord à remercier les organisateurs de cette séance académique de m'avoir invitée. Je suis en effet particulièrement honorée de pouvoir m'adresser aujourd'hui à l'ensemble des représentants du secteur mutualiste. On entend en effet souvent ces derniers jours, et cela va sans doute encore continuer quelques semaines, des critiques sur le principe mutualiste.

On parle pourtant peu de la solidarité que le secteur incarne. C'est regrettable. Car la solidarité, ce n'est pas que votre modèle d'entreprises, c'est aussi le noyau dur de vos valeurs, et de votre quotidien. Vous pouvez le revendiquer fièrement.

Le fait que plusieurs mutualités fêtent actuellement leur centenaire démontre à quel point les mutualités sont à l'origine, et demeurent aujourd'hui encore au cœur de notre système de soins.

S'il est aujourd'hui un des meilleurs du monde, et qu'il bénéficie d'un aussi haut taux de satisfaction au sein de la population, les mutualités y sont sans aucun doute pour beaucoup.

(1) Discours prononcé lors de la séance académique, le 27 mars 2014, organisée à l'occasion du départ de Monsieur Christian Langendries, Administrateur général de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités.

Le secteur mutualiste, c'est en effet un peu plus de 16.000 personnes, qui œuvrent chaque jour à la solidarité, à travers un important réseau de proximité.

Elles ont acquis un savoir-faire inestimable. Rembourser, à temps, un peu plus de 30 milliards d'EUR chaque année à l'ensemble de la population, ainsi qu'à de nombreux prestataires de soins et institutions, ça ne s'improvise pas. Les règles sont complexes et changeantes, et ce serait se fourvoyer de penser que n'importe qui pourrait le faire aussi bien du jour au lendemain. Ce le serait encore plus d'imaginer que cela coûterait moins cher. Nous savons en effet qu'en comparaison avec d'autres systèmes de soins de santé, le coût des frais d'administration dans son ensemble en Belgique est modéré, et certainement moindre que s'il devait être assumé par le secteur privé.

Les mutualités couvrent par ailleurs, via leurs services de l'assurance complémentaire, les besoins qui ne sont pas encore, ou pas assez couverts par l'assurance obligatoire, et ce grâce aux cotisations de leurs membres. C'est en quelque sorte l'avant-garde de la solidarité en matière de soins de santé.

Grâce à leur réseau de proximité, elles jouent également un rôle social fondamental : elles offrent un véritable service intégré à leurs membres, en les guidant au travers d'un système de soins parfois sinueux. Elles veillent également à ce que les patients les plus vulnérables puissent bénéficier en pratique des droits que la loi leur accorde. C'est l'expression même de l'entraide, qui est au cœur des valeurs mutualistes.

Elles jouent aussi un rôle essentiel dans la prévention et l'éducation à la santé, à travers les très nombreux ateliers et formations qu'elles organisent, ainsi que par le biais de diverses publications mutualistes.

Les mutualités, ce sont aussi des assurances-hospitalisation accessibles au plus grand nombre, et à des conditions avantageuses. Le fait que les sociétés mutualistes d'assurances sont des associations qui ne poursuivent pas de but lucratif y est sans doute pour quelque chose.

Mais qu'on ne me comprenne pas mal ici.

Mon propos d'aujourd'hui n'est pas d'émettre des critiques envers les entreprises d'assurance-privées. Même si je n'aime pas l'idée de considérer les soins de santé comme un marché, je peux entendre, et comprendre qu'elles couvrent des besoins que notre système, pour performant qu'il soit, ne peut pas toujours prendre en compte. Ceci ne vaut d'ailleurs pas que pour les soins de santé, et je sais combien les assureurs peuvent se révéler des partenaires précieux pour mettre en œuvre certaines politiques publiques.

Il faut par ailleurs aussi savoir entendre la raison européenne lorsqu'elle décide que des règles identiques doivent s'appliquer à des acteurs dont les services offerts sont similaires.

Et ceci nous amène au cœur du sujet du jour.

Vous le savez tous ici, les discussions qui ont mené à la loi du 26 avril 2010 ont été difficiles. Elles ont néanmoins pu aboutir grâce à la volonté de chaque partie de trouver un accord. Et aussi, il faut le dire, et plus particulièrement encore aujourd'hui, grâce à l'intervention de l'Office de contrôle, de ses équipes et de son ancien administrateur général, Monsieur Langendries.

Certes, on pourra regretter que l'accord n'ait pas été total jusqu'au bout. Mais le cadre est aujourd'hui clair, et le secteur mutualiste s'est résolument inscrit dans l'exécution de la réforme, tout en conservant sa spécificité. Les sociétés mutualistes d'assurance sont aujourd'hui une réalité tangible, et constituent un secteur dynamique.

Monsieur Colle, pour Assuralia, et Monsieur Thirion, pour le secteur mutualiste, pourront dans un instant livrer chacun leur perception de l'ensemble du dossier, et de la situation actuelle.

Et s'il reste des points de désaccord, je ne doute pas que le temps et l'attitude constructive des uns et des autres permettront de les aplanir, dans le respect des spécificités des chacun, et des finalités mutualistes.

Je constate en tout cas que le plus grand nombre de citoyens peut encore disposer aujourd'hui d'une assurance-hospitalisation de qualité, et accessible.

Même si le niveau des couvertures offertes et celui des primes varient, parfois sensiblement, que l'on se situe dans le secteur mutualiste ou le secteur privé, l'offre globale permet de couvrir la plupart des besoins.

En tant que ministre de la Santé et des Affaires sociales, je ne peux que m'en réjouir. Mais je me dis aussi que c'est le signe que la solidarité peut encore progresser, et que notre système de soins doit être constamment réformé pour rester le plus accessible possible. Et ce, surtout pour ceux qui ne peuvent pas souscrire une assurance-hospitalisation complémentaire, quelle qu'elle soit.

Par ailleurs, la réforme a également renforcé les règles de protection des assurés, qui disposent aujourd'hui des mêmes droits à l'égard de leur assureur, qu'il soit privé ou mutualiste.

L'assuré y a également gagné en clarté et lisibilité. La comparaison effective des produits est aujourd'hui plus aisée. Monsieur Coteur, qui représente aujourd'hui Test-Achat, pourra nous en dire plus dans son intervention cette après-midi.

En outre, si cette réforme a nécessité, et nécessite encore une adaptation conséquente de la part du secteur, elle représente également un beau challenge pour l'Office de contrôle des mutualités.

Il n'allait pas nécessairement de soi que celui-ci soit chargé d'assurer le contrôle prudentiel sur le secteur des sociétés mutualistes d'assurances. L'ancienne CBFA aurait, de manière légitime, pu être désignée. Le choix du Gouvernement et du Parlement a cependant été de confier la supervision de ces nouvelles entités mutualistes à leur contrôleur naturel, en privilégiant le concept de solidarité, et d'unicité de contrôle.

Aujourd'hui, même si la Directive européenne Solvabilité II représente un nouveau défi pour l'Office de contrôle, on peut dire que la confiance qui lui a été faite a été bien utilisée. Grâce à une collaboration efficace et bien comprise avec la Banque Nationale et la FSMA, à propos de laquelle Messieurs Leton et Van Cauter nous parleront dans quelques minutes, l'Office de contrôle est parvenu, dans un laps de temps très court, à assumer les responsabilités que la loi lui a confiées. Ses équipes doivent ici en être remerciées, pour leur dynamisme et leur engagement quotidien. Et c'est d'autant plus remarquable quand on sait que l'Office est d'une taille modeste comparé à ses deux « grandes sœurs ».

La mise en œuvre de la réforme n'a pourtant pas nécessairement été un long fleuve tranquille, loin s'en faut. Les relations entre l'Office et le secteur se sont tendues à quelques reprises ces dernières années. Mais fort heureusement, le dialogue a toujours permis d'aplanir les difficultés, dans l'intérêt des assurés. En outre, une certaine tension entre le contrôleur et les contrôlés n'est pas nécessairement malsaine. Elle témoigne à mes yeux de la perpétuelle recherche d'un meilleur fonctionnement du secteur. Tant que le dialogue subsiste, les choses ne peuvent alors qu'aller en s'améliorant. Et dans l'ensemble, on peut dire que les progrès réalisés depuis 2010 vont incontestablement dans le bon sens.

Cela étant, l'expertise de l'Office doit bien entendu encore grandir, dans le cadre d'un processus d'apprentissage permanent. Je ne doute à cet égard pas du soutien dont il pourra continuer à bénéficier de part de la Banque nationale et de la FSMA, ni de la volonté et de l'enthousiasme des équipes de l'Office de contrôle pour poursuivre l'aventure.

(le reste du discours concerne l'hommage rendu à Monsieur Christian Langendries).